

APPEL A LA CLASSE POLITIQUE FRANÇAISE

“ De quelque côté qu'on se tourne, dans la situation du monde actuel, on ne rencontre que des impasses.... Il faut changer le cours des événements.... Des paroles n'y suffisent pas. Seule une action immédiate portant sur un point essentiel peut changer l'état statique actuel. Il faut une action profonde, réelle, immédiate et dramatique qui change les choses et fasse entrer dans la réalité les espoirs auxquels les peuples sont sur le point de ne plus croire”

Par ces mots, du *Memorandum* du 3 mai 1950, Jean Monnet incitait la classe politique française à ne pas céder le champ aux forces de la division en Europe. Et, aujourd' hui comme jamais, ces mots reflètent la situation de l'Europe, encore divisée, incapable de bloquer son propre déclin et contrainte d'accepter le fait que les décisions concernant son propre destin soient prises ailleurs.

Le grand débat qui est né en France, à partir du problème de la soi-disante « Constitution Européenne », démontre non seulement la vitalité de la classe politique française, mais aussi que la conscience des problèmes et de la nécessité de les surmonter est plus grande là où la responsabilité elle-même est plus grande. Et il est certain que la France a contribué au chemin de l'intégration européenne avec des initiatives prévoyantes et courageuses, dès son début.

Maintenant, le moment est arrivé, pour la France, d' assumer à nouveau ce rôle de moteur, en partant de trois constatations :

1. L'inversion de tendance par rapport au déclin et à la dépendance des États européens est liée à la naissance de l' « Europe puissance », c'est-à-dire d'un État fédéral dont le gouvernement puisse prendre des décisions unitaires dans les secteurs de la défense, des affaires étrangères et de la fiscalité ;
2. aujourd'hui, il n'est pas possible de transformer l'Union à 25 en une fédération ;
3. comme il est déjà arrivé dans le passé, et dernièrement avec la monnaie européenne, on ne peut sortir du cul-de-sac que par l'initiative d'un groupe pionnier d'États qui prenne la décision nécessaire.

Si la France, avec l'historique déclaration de Robert Schuman, a su frayer le chemin de la réconciliation franco-allemande, en commençant *de facto* le procès d'unification européenne, elle peut encore plus jouer, aujourd'hui, un rôle qui aurait la même importance historique, en redonnant espoir et confiance à ses propres citoyens, ainsi qu'aux citoyens du reste d'Europe.

Les fédéralistes européens se tournent vers la France. Ils lui font confiance afin qu' elle invite l'Allemagne et les pays fondateurs à s'associer dans un Pacte fédéral pour créer le premier noyau de l'État Fédéral Européen.

Comité pour l'État Fédéral Européen
c/o Movimento Federalista Europeo
via San Rocco 20 - 20135 Milano (I)

www.euraction.org